

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Rapport

[Banque centrale européenne](#)
[Eurosystème](#)

+ 1 -

Rapport sur la convergence de la BCE 2022

28 Juin 2022

Depuis le 1^{er} janvier 1999, l'euro a été introduit dans dix-neuf États membres de l'UE. Le présent Rapport examine sept des huit pays de l'UE qui n'ont pas encore adopté la monnaie unique. L'un de ces huit pays, le Danemark, a notifié en 1992 au Conseil de l'Union européenne (Conseil de l'UE) son intention de ne pas participer à la phase III de l'Union économique et monétaire (UEM). Dès lors, des Rapports sur la convergence ne doivent être rédigés pour le Danemark que si le pays en fait la demande. Cette demande n'ayant pas été formulée, le présent Rapport examine les pays suivants : la Bulgarie, la République tchèque, la Croatie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Suède. Aux termes du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (le « Traité »), ces sept pays sont tenus d'adopter l'euro, ce qui signifie qu'ils doivent s'efforcer de remplir tous les critères de convergence.

En rédigeant ce Rapport, la BCE satisfait à l'obligation posée par l'article 140 du Traité. L'article 140 dispose que la BCE et la Commission européenne doivent faire rapport au Conseil de l'UE au moins une fois tous les deux ans, ou à la demande d'un État membre de l'UE faisant l'objet d'une dérogation, « sur les progrès réalisés par les États membres faisant l'objet d'une dérogation dans l'accomplissement de leurs obligations pour la réalisation de l'Union économique et monétaire ». Les sept pays considérés dans ce Rapport sont examinés dans le cadre du cycle régulier de deux ans. La Commission européenne a également rédigé un rapport, et les deux documents sont soumis, en parallèle, au Conseil de l'UE.

Dans le présent document, la BCE utilise le cadre retenu pour les précédents Rapports sur la convergence. Elle examine, pour les sept pays concernés, si un degré élevé de convergence économique durable a été atteint, si la législation nationale est compatible avec les Traités et le Protocole sur les Statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne (les « Statuts du SEBC ») et évalue la conformité aux obligations statutaires auxquelles la banque centrale nationale (BCN) du pays concerné doit satisfaire pour faire partie intégrante de l'Eurosystème.

Le présent Rapport comprend une évaluation plus approfondie de la Croatie que des autres pays examinés. Cela tient au fait que les autorités croates ont à plusieurs reprises annoncé leur intention d'adopter l'euro à partir du 1^{er} janvier 2023.

L'examen du processus de convergence économique est largement tributaire de la qualité et de l'intégrité des statistiques sur lesquelles il s'appuie. L'établissement et la déclaration des statistiques, notamment celles relatives aux finances publiques, ne doivent pas être soumis à des considérations ou à des ingérences politiques. Les États membres de l'UE ont été invités à considérer la qualité et l'intégrité de leurs statistiques comme une question hautement prioritaire, à veiller à l'existence d'un système de contrôle approprié lors de l'élaboration de ces statistiques et à appliquer des normes minimales dans le domaine

statistique. Ces normes sont de la plus haute importance pour renforcer l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des instituts statistiques nationaux et soutenir la confiance dans la qualité des statistiques des finances publiques (cf. chapitre 6, disponible uniquement en anglais).

À compter du 4 novembre 2014, il est devenu obligatoire, pour tout État membre de l'UE dont la dérogation a été abrogée, de rejoindre le mécanisme de surveillance unique (MSU) au plus tard à la date à laquelle il adopte l'euro. Dès lors, tous les droits et obligations liés au MSU commencent à s'appliquer à ce pays. Par conséquent, il est de la plus haute importance de procéder aux préparatifs nécessaires. En particulier, le système bancaire de chaque État membre rejoignant la zone euro et, par conséquent, le MSU, fait l'objet d'une évaluation complète. Le 10 juillet 2020, la BCE a annoncé qu'elle avait adopté les décisions d'instaurer une coopération étroite avec la ????????? ?????? ????? (Banque nationale de Bulgarie) et la Hrvatska narodna banka, celles-ci ayant rempli les conditions préalables prudentielles et législatives nécessaires. Avec l'entrée en vigueur, le 1er octobre 2020, des cadres de coopération étroite, la BCE assume la responsabilité a) de la surveillance prudentielle directe des établissements importants dans les deux pays, b) des procédures communes pour toutes les entités supervisées, et c) de la surveillance des établissements moins importants, qui continuent d'être supervisés par leurs superviseurs nationaux. La supervision bancaire de la BCE, la ????????? ?????? ????? (Banque nationale de Bulgarie) et la Hrvatska narodna banka ont collaboré très étroitement pour garantir l'intégration harmonieuse des autorités compétentes nationales dans le MSU.

Le présent Rapport est structuré comme suit :

- le chapitre 2 décrit le cadre utilisé pour l'examen de la convergence économique et juridique ;
- le chapitre 3 fournit un aperçu horizontal des principaux aspects de la convergence économique ;
- le chapitre 4 contient les synthèses par pays, qui décrivent les principaux résultats de l'examen de la convergence économique et juridique ;
- le chapitre 5 (disponible uniquement en anglais) examine plus en détail l'état de la convergence économique dans chacun des sept États membres de l'UE considérés ;
- le chapitre 6 (disponible uniquement en anglais) fournit une vue d'ensemble des indicateurs de convergence et de la méthodologie statistique utilisée pour les élaborer ;
- enfin, le chapitre 7 (disponible uniquement en anglais) évalue la compatibilité de la législation nationale des États membres considérés, y compris les statuts de leur BCN, avec les articles 130 et 131 du Traité.

Télécharger l'intégralité de la publication

[Rapport sur la convergence de la BCE - J... \(PDF - 1 Mo\)](#)